

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

29 juin 2021

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

**Révision de l'article 150 de la Constitution
en vue de supprimer le jury
pour les crimes sexuels**

**(déclaration du pouvoir législatif
DOC 55 0010/001)**

(déposée par Mme Sophie De Wit et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

29 juni 2021

HERZIENING VAN DE GRONDWET

**Herziening van artikel 150 van de Grondwet,
teneinde de juryrechtspraak
voor seksuele misdaden af te schaffen**

**(verklaring van de wetgevende macht
DOC 55 0010/001)**

(ingediend door mevrouw Sophie De Wit c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'actuel article 150 de la Constitution dispose que le jury est établi en toutes matières criminelles. La cour d'assises est par conséquent compétente pour tous les crimes, sauf s'il s'agit d'un crime pouvant être correctionnalisé en raison de l'admission de circonstances atténuantes. Les crimes correctionnalisés sont traités par le tribunal correctionnel

La correctionnalisation signifie qu'en application de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, un crime est dénaturé en délit. S'il est jugé, au terme de l'instruction pénale, qu'il n'y a pas lieu de requérir une peine plus sévère qu'une peine correctionnelle en raison de circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse, l'inculpé/le prévenu est renvoyé devant le tribunal correctionnel. La correctionnalisation a donc une double conséquence. D'une part, ce n'est plus la cour d'assises qui est compétente pour statuer sur l'infraction, mais le tribunal correctionnel. D'autre part, il en résulte également une réduction du seuil de peine. Par exemple, un crime punissable de la réclusion de cinq ans à dix ans n'est plus punissable que d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans après correctionnalisation.¹

La loi du 4 octobre 1867 précise quels crimes peuvent faire l'objet d'une correctionnalisation. L'article 2 de la loi contient une liste limitative de crimes correctionnalisables. Les crimes dont la peine n'excède pas vingt ans de réclusion figurent en première place dans la liste. Il en résulte dans la pratique que la correctionnalisation est appliquée systématiquement à la grande majorité des crimes. Un procès en assises est en effet très long et très coûteux et la justice préfère l'éviter autant que possible. Des circonstances atténuantes souvent vides de contenu sont dès lors utilisées abusivement dans le seul but de déterminer la compétence des juridictions.

Nous estimons cependant que le mécanisme artificiel de la correctionnalisation par l'admission quasiment automatique des circonstances atténuantes n'est pas une manière correcte d'éviter une procédure devant les assises. Comme nous l'avons déjà mentionné, la correctionnalisation a en effet également des conséquences importantes sur le taux de la peine. Les peines prévues par le Code pénal ne peuvent plus être appliquées. Le juge est obligé de convertir la sanction en une peine

¹ Articles 25 et 80 du Code pénal.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het huidige artikel 150 van de Grondwet bepaalt dat de jury wordt ingesteld voor alle criminele zaken. Bijgevolg is het hof van assisen bevoegd voor alle misdaden, tenzij het gaat om een misdaad die vatbaar is voor correctionalisering door het aannemen van verzachtende omstandigheden. Gecorrectionaliseerde misdaden worden behandeld voor de correctionele rechtbank.

De zogenaamde correctionalisering betekent dat met toepassing van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden een misdaad wordt gedenatureerd tot een wanbedrijf. Wanneer na het afsluiten van het strafonderzoek wordt geoordeeld dat er wegens verzachtende omstandigheden of om reden van verschoning geen grond is om een hogere straf te vorderen dan een correctionele straf, wordt de verdachte/beklaagde naar de correctionele rechtbank verwezen. De correctionalisering heeft dus een tweeledig gevolg. Enerzijds is niet langer het hof van assisen bevoegd om het misdrijf te berechten, maar wel de correctionele rechtbank. Anderzijds brengt het ook een verlaging van de strafmaat met zich mee. Een voorbeeld: een misdaad strafbaar met opsluiting van vijf tot tien jaar, is na correctionalisering nog slechts strafbaar met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar.¹

De wet van 4 oktober 1867 bepaalt welke misdaden in aanmerking komen voor correctionalisering. Artikel 2 van de wet bevat een limitatieve lijst van correctionaliseerbare misdaden. Als eerste in de lijst staan de misdaden waarvan de straf twintig jaar opsluiting niet te boven gaat. In praktijk wordt daardoor voor de overgrote meerderheid van de misdaden systematisch de correctionalisering toegepast. Een rechtszaak voor het hof van assisen is namelijk zeer tijdrovend en duur en wordt door justitie liefst zoveel mogelijk vermeden. Vaak inhoudsloze verzachtende omstandigheden worden bijgevolg oneigenlijk gebruikt, enkel en alleen om de bevoegdheid van de rechtscolleges te bepalen.

Het kunstmatig "correctionaliseringsmechanisme" door de quasi automatische aanname van verzachtende omstandigheden is volgens ons echter geen correcte manier om een assisenprocedure te vermijden. Zoals reeds aangehaald, heeft de correctionalisering immers ook grote gevolgen voor de strafmaat. De straffen bij een misdrijf in het Strafwetboek bepaald, kunnen niet langer toegepast worden. De rechter is verplicht een omzetting te doen naar een lagere, correctionele straf.

¹ Artikelen 25 en 80 van het Strafwetboek.

correctionnelle de niveau inférieur. Par conséquent, les peines prévues par le Code pénal ne sont plus que des peines théoriques. La correctionnalisation systématique fait en sorte que l'intention initiale du législateur par rapport au taux la peine ne peut pas être respectée ni mise en œuvre.

Nous pensons que la cour d'assises et le jury devraient être abolis. En raison de son caractère oral et des nombreuses règles de procédure archaïques qui s'y appliquent, un procès devant la cour d'assises prend beaucoup plus de temps qu'un procès en correctionnelle. Son coût est aussi beaucoup plus élevé. De plus, le jugement par un jury populaire n'est plus de ce temps et le soin de juger devrait être laissé à des juges professionnels. En outre, il n'est pas possible de faire appel d'un jugement prononcé par une cour d'assises. Dans le cadre de la procédure correctionnelle, il existe bien sûr un double degré de juridiction, ce qui, vu sous l'angle des droits de la défense, devrait être une évidence.

Bien qu'il existe, à notre estime, des arguments très convaincants pour abolir la procédure d'assises, cela semble être politiquement irréalisable. Or, le maintien de la cour d'assises – par-delà les arguments pour et contre la procédure en tant que telle – entraîne des conséquences néfastes. Afin de contourner l'article 150 de la Constitution et d'éviter ainsi la procédure d'assises, la plupart des crimes sont correctionnalisés et seule une peine d'un niveau nettement inférieur est applicable. Ce "mécanisme de correctionnalisation" est dommageable dans son ensemble, mais pour certains types de crimes (correctionnalisés), il est particulièrement injuste car il fait en sorte que seules des peines relativement peu sévères sont possibles et que le taux de la peine fixé ne peut être respecté.

En ce qui concerne spécifiquement les infractions à caractère sexuel, il existe un consensus général sur le fait que les peines actuelles (après correctionnalisation) sont absolument insuffisantes. Pour l'infraction de viol, par exemple, le Code pénal prévoit actuellement une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans, mais, comme mentionné ci-dessus, après correctionnalisation, cette peine est convertie en une peine d'emprisonnement d'un mois à cinq ans. La peine minimale prévue devient ainsi, dans la pratique, la peine maximale. Tant pour les victimes que pour l'opinion publique, il est souvent incompréhensible que les auteurs de violences sexuelles ne soient pas condamnés à des peines d'emprisonnement plus lourdes.

Une solution possible serait de simplement fixer dans le Code pénal des peines plus sévères pour les infractions sexuelles, de sorte que l'échelle des peines

Hierdoor zijn de vastgelegde straffen in het Strafwetboek nog slechts theoretische straffen. Omwille van de systematische correctionalisering kan de oorspronkelijke wil van de wetgever met betrekking tot de strafmaat niet gerespecteerd en toegepast worden.

Wij zijn van mening dat het hof van assisen en de juryrechtspraak dienen te worden afgeschaft. Door het mondeling karakter en de vele archaïsche procedure-regels neemt een rechtszaak voor het hof van assisen veel meer tijd in beslag dan een correctioneel proces. Ook de kostprijs voor een assisenproces ligt een pak hoger. Bovendien is de berechting door een volksjury niet meer van deze tijd en hoort dit te worden overgelaten aan professionele beroepsrechters. Daarnaast kan er geen hoger beroep aangetekend worden tegen de uitspraak van een assisenhof. Binnen de correctionele procedure bestaat de dubbele aanleg uiteraard wel, wat eigenlijk evident hoort te zijn in het licht van de rechten van verdediging.

Desondanks er ons inziens zeer overtuigende argumenten zijn om de assisenprocedure af te schaffen, blijkt dit politiek gezien niet realiseerbaar. Nochtans brengt het in stand houden van het hof van assisen – los van de argumenten voor en tegen de procedure *an sich* – kwalijke gevolgen met zich mee. Om artikel 150 van de Grondwet te omzeilen en zo de assisenprocedure te vermijden, wordt het merendeel van de misdaden gecorrectionaliseerd en is slechts een aanzienlijk lagere strafmaat toepasbaar. Dit "correctionaliseringsmechanisme" is in zijn geheel laakbaar, maar voor bepaalde types (gecorrectionaliseerde) misdaden voelt het extra onrechtvaardig aan dat er daardoor slechts zo'n lage straffen mogelijk zijn en de vastgestelde strafmaat niet kan gerespecteerd worden.

Specifiek voor de seksuele misdrijven is er algehele consensus dat de huidige strafmaat (na correctionalisering) absoluut ontoereikend is. Voor het misdrijf verkrachting bijvoorbeeld voorziet het Strafwetboek momenteel een opsluiting van vijf tot tien jaar, maar zoals hoger vermeld wordt dit na correctionalisering omgezet naar een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar. De vastgestelde minimumstraf wordt alzo in praktijk de maximumstraf. Voor zowel slachtoffers als de publieke opinie is het vaak onbegrijpelijk dat daders van seksueel geweld geen hogere gevangenisstraf krijgen opgelegd.

Een mogelijke oplossing zou zijn om gewoonweg de straffen op seksuele misdrijven in het Strafwetboek te verhogen, zodat een hogere straffenschaal van toepassing

applicable soit d'un niveau plus élevé, si bien qu'après correctionnalisation, cette échelle correspondrait aux peines actuellement prévues par le Code pénal. Dans ce cas, toutefois, ce mécanisme artificiel de correctionnalisation serait pour ainsi dire "bétonné" dans la loi. Les sanctions prévues par la loi prévoiraient donc d'office l'application de la correctionnalisation, alors qu'il faudrait précisément abandonner ce système. On peut se demander en outre s'il ne serait alors pas plus cohérent d'augmenter proportionnellement en une fois les peines fixées par le Code pénal pour toutes les infractions. Dans ce cas, il serait sans doute plus souhaitable – et nécessaire – de procéder à une révision et à une modernisation complètes du Code pénal.

Une autre option serait d'abolir complètement la procédure d'assises, mais il s'avère impossible d'atteindre la majorité des deux tiers requise pour y parvenir. C'est pourquoi nous optons pour une troisième voie, à savoir l'exclusion explicite, dans la Constitution, du jury pour les crimes sexuels. Les crimes sexuels seront ainsi jugés devant le tribunal correctionnel, sans devoir appliquer le mécanisme de correctionnalisation. Le grand avantage de cette solution est que, dans ce cas, le juge pourra effectivement infliger les peines prévues par le Code pénal. Cela entraînera *de facto* une augmentation considérable du taux de la peine: l'actuelle peine d'emprisonnement maximale redeviendra la peine minimale qu'elle était censée être.

Étant donné qu'il ne s'indique pas de faire référence à des articles de loi spécifiques dans la Constitution même, nous proposons d'utiliser la notion de "crimes sexuels", qui englobe les crimes énumérés aux articles 371/1 à 389 du Code pénal. Notre volonté est évidemment de maintenir les peines actuellement prévues par le Code pénal. Afin d'éviter de devoir modifier le niveau de fixation des peines, ce qui pourrait donner lieu à des problèmes d'interprétation ou créer d'éventuels motifs de discrimination, ce principe est inscrit dans la Constitution même.

wordt die na correctionalisering overeenstemt met de huidige bepaalde straffen. Echter, dan zou dit artificiële correctionaliseringsmechanisme als het ware in de wet gebetonneerd worden. De in de wet vastgestelde straffen zouden dan reeds in de toepassing van de correctionalisering voorzien, terwijl er net van dit systeem zou moeten afgestapt worden. Bovendien is in dat geval maar de vraag of het niet consequenter is ineens voor alle misdrijven de straffen in het Strafwetboek evenredig te verhogen. Een volledige herziening en modernisering van het Strafwetboek lijkt in dat geval wenselijker en noodzakelijk.

Een andere optie is om de assisenprocedure helemaal af te schaffen, maar het blijkt onhaalbaar de daarvoor benodigde tweederdemeerderheid te bereiken. Vandaar kiezen wij voor een derde mogelijkheid, namelijk in de Grondwet de juryrechtspraak expliciet uitsluiten voor seksuele misdaden. Op die manier zullen seksuele misdaden voor de correctionele rechtbank berecht worden, zonder dat het correctionaliseringsmechanisme moet toegepast worden. Het grote voordeel is dan ook dat de in het Strafwetboek vastgestelde straffen ook effectief door de rechter zullen kunnen worden opgelegd. *De facto* zal dit zorgen voor een aanzienlijke verhoging van de strafmaat: de maximum gevangenisstraf zal hersteld worden tot de minimum gevangenisstraf.

Omdat het niet aangewezen is in de Grondwet zelf te verwijzen naar specifieke wetsartikelen, wordt ervoor gekozen toepassing te maken van de term "seksuele misdaden". Hieronder dienen de misdaden uit de artikelen 371/1 tot en met 389 van het Strafwetboek begrepen te worden. Het is uiteraard de bedoeling dat de huidige strafmaten voorzien in het Strafwetboek behouden blijven. Om te vermijden dat er een wijziging dient doorgevoerd te worden op het niveau van de straftoemeting met mogelijke interpretatieproblemen of discriminatiegronden tot gevolg, wordt dit principe in de Grondwet zelf ingeschreven.

Sophie DE WIT (N-VA)
 Valerie VAN PEEL (N-VA)
 Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
 Sigrid GOETHALS (N-VA)
 Wim VAN der DONCKT (N-VA)
 Björn ANSEEuw (N-VA)

PROPOSITION DE RÉVISION

Article unique

L'article 150 de la Constitution est remplacé par ce qui suit:

“Le jury est établi en toutes matières criminelles, à l'exception des crimes à caractère sexuel. Les peines fixées par les lois pénales pour ces crimes demeurent d'application.

Le jury est également établi pour les délits politiques et de presse, à l'exception des délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie.”.

20 mai 2021

VOORSTEL TOT HERZIENING

Enig artikel

Artikel 150 van de Grondwet wordt vervangen als volgt:

“De jury wordt ingesteld voor alle criminele zaken behoudens voor seksuele misdaden. De straffen door de strafwetten gesteld op deze misdaden blijven van toepassing.

De jury wordt tevens ingesteld voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, behoudens voor drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie ingegeven zijn.”.

20 mei 2021

Sophie DE WIT (N-VA)
Valerie VAN PEEL (N-VA)
Kristien VAN VAERENBERGH (N-VA)
Sigrid GOETHALS (N-VA)
Wim VAN der DONCKT (N-VA)
Björn ANSEEuw (N-VA)